

N° 2425.

AUTRICHE ET ITALIE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque des visas de passeports.
Rome, le 6 juin 1930.

AUSTRIA AND ITALY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas.
Rome, June 6, 1930.

N° 2425. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET ITALIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DES VISAS DE PASSEPORTS. ROME, LE 6 JUIN 1930.

N° 2425. — SCAMBIO DI NOTE TRA IL GOVERNO AUSTRIACO ED ITALIANO RELATIVO AD UN ACCORDO SUL L'ABOLIZIONE DEL VISTO SUI PASSAPORTI DEI CITTADINI DEI DUE STATI. ROMA, 6 GIUGNO 1930.

Textes officiels français et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le Chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 août 1930.

French and Italian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place August 12, 1930.

I.

LÉGATION D'AUTRICHE
ROME.

N° 1812/A.

ROME, le 6 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant aux pourparlers qui ont eu lieu entre Votre Excellence et moi au sujet de la suppression réciproque des visas de passeports, je suis heureux de pouvoir informer Votre Excellence que le Gouvernement fédéral qui salue avec la plus vive satisfaction cette mesure, vient de m'autoriser à déclarer en son nom qu'en vue de faciliter en tant que possible les relations entre nos deux pays, il consent au règlement suivant de cette question :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur, qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers, certificats d'identité pour réfugiés, passeports provisoires, etc.

Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Si la loi de l'Etat d'origine le permet, les enfants au-dessous de quinze ans pourront présenter au lieu de passeport un certificat expédié en conformité avec les prescriptions de leur pays et indi-

quant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra, lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans, être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

Si des groupes de personnes se composant de ressortissants autrichiens ou de sujets italiens désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu de passeport, délivrés par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de la représentation diplomatique ou consulaire de l'autre Etat. Ce visa sera apposé sans frais (droits consulaires ou taxes de manipulation).

Ces listes ne pourront être délivrées pour des transports d'ouvriers.

Article 2.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux pays concernant la fermeture éventuelle de la frontière, le refoulement, à la frontière des voyageurs indésirables, la déclaration des étrangers à la Police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché de travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

Chacun des deux Etats veillera à ce que ses ressortissants lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays, dans le but d'y accepter un emploi, soient avertis qu'une autorisation est indispensable à cet effet.

Article 3.

Le présent accord ne porte aucune atteinte ni aux accords spéciaux relatifs aux relations économiques entre les zones de frontière ni aux arrangements ayant trait aux faveurs qui sont ou seront accordées aux fonctionnaires et employés qui sont affectés au service à la frontière.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1930 ; il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

En vous priant, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me faire tenir une note analogue à la présente en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) L. EGGER.

Son Excellence Monsieur Dino Grandi,
Ministre royal des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Rome.

Per Copia conforme :

Il Capo Dell' Ufficio Trattati,
Modica.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

II.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.
101869/15.

ROMA, 6 giugno 1930, VIII.

SIGNOR MINISTRO,

In risposta alla Nota che Vostra Eccellenza mi ha diretta in data odierna in merito alla soppressione reciproca dei visti sui passaporti, sono lieto di poter informare l'E. V. che il Governo Fascista, il quale vede colla più viva soddisfazione tale provvedimento, è venuto nella determinazione, allo scopo di facilitare per quanto possibile le relazioni fra i due paesi, di consentire che tale questione sia regolata nel modo seguente ;

Articolo primo

I cittadini di ciascuno dei due paesi possono in qualsiasi momento, penetrare nel territorio dell'altro paese ed uscirne dai punti di frontiera ufficialmente determinati, semprechè essi siano muniti d'un passaporto nazionale valido, che provi in modo indubbio la nazionalità del titolare, e senza che sia richiesto un visto dell'altro Stato.

Solo i titolari di passaporti nazionali potranno beneficiare di questo trattamento, il quale non sarà accordato alle persone munite di passaporto per stranieri, certificati d'identità per profughi, passaporti provvisori, etc.

I passaporti nazionali non saranno rilasciati che alle persone, la cui nazionalità sia accertata in modo sicuro.

Se la legge dello stato d'origine lo permette, i minori di 15 anni potranno presentare in sostituzione del passaporto, un certificato rilasciato in conformità delle prescrizioni del loro paese e con l'indicazione del nome, età, nazionalità e domicilio o luogo di abituale residenza. Questo certificato per minori (quando si tratti di minori di età superiore ai 10 anni) dovrà essere munito di fotografia, sulla quale sarà apposto il timbro dell'Autorità che avrà rilasciato il certificato.

Nel caso che comitive formate da cittadini austriaci od italiani intendano varcare insieme la frontiera, sarà sufficiente che esse siano

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
101869/15.

ROME, 6 juin 1930, VIII.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note de Votre Excellence en date de ce jour et relative à la suppression réciproque des visas des passeports, je suis heureux de pouvoir informer Votre Excellence, qu'en vue de faciliter dans la mesure du possible les relations entre les deux pays, le Gouvernement fasciste, qui accueille cette mesure avec la plus vive satisfaction, a décidé de consentir au règlement suivant de cette question :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent en tout temps pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points frontières officiellement reconnus, à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport national valable, qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis. Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour l'étranger, certificats d'identité pour réfugiés, passeports provisoires, etc.

Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie d'une façon irréfutable.

Si la loi de l'Etat d'origine le permet, les enfants au-dessous de quinze ans pourront présenter au lieu de passeport un certificat expédié en conformité avec les prescriptions de leur pays et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants devra, lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessous de dix ans, être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

Si des groupes de personnes, se composant de ressortissants autrichiens ou italiens, désirent franchir en commun la frontière, il suffira que

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

muniti in sostituzione dei passaporti individuali, di un elenco nominativo, rilasciato dalle competenti Autorità del rispettivo Stato e munito del visto della rappresentanza diplomatica o consolare dell'altro Stato.

Tale visto sarà concesso in esenzione di spese (diritti consolari o tasse di redazione).

Tali elenchi non potranno essere rilasciati per comitive di operai.

Articolo secondo.

Il presente accordo non pregiudica per nulla le disposizioni in vigore nel territorio dei due paesi, concernenti l'eventuale chiusura della frontiera, la reiezione, alla frontiera, dei viaggiatori indesiderabili, la dichiarazione degli stranieri alla Polizia, il soggiorno e l'espulsione degli stranieri, nonchè la protezione del mercato nazionale del lavoro contro l'immigrazione di operai stranieri.

Ciascuno dei due Stati curerà che i suoi cittadini, quando domandano il rilascio di un passaporto per recarsi nell'altro paese, a scopo di assumervi un impiego, siano avvertiti che è necessario, a tale effetto, una speciale autorizzazione.

Articolo terzo.

Il presente accordo non pregiudica nè gli accordi speciali relativi alle relazioni economiche fra le zone di frontiera, nè quelli relativi alle facilitazioni già accordate o che saranno accordate ai funzionari ed agli impiegati che sono addetti ai servizi di frontiera.

Articolo quarto.

Il presente accordo entrerà in vigore il 1° luglio 1930 e cesserà di avere effetto un mese dopo la denuncia da parte di uno dei due Stati.

Colgo l'occasione, Signor Ministro, per rinnovare a V. E. l'assicurazione della mia alta considerazione.

F. to. GRANDI.

A. S. E. Lotario von Egger Moellwald
Inviato straordinario e
Ministro Plenipotenziario d'Austria.
Roma.

Per Copia conforme :

Il Capo Dell' Ufficio Trattati,
Modica.

ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu de passeport, délivrés par l'autorité compétente de l'Etat intéressé et munis du visa de son représentant diplomatique ou consulaire de l'autre Etat.

Les visas seront apposés sans frais (droits consulaires ou taxes de rédaction).

Ces listes ne pourront être délivrées pour le transport d'ouvriers.

Article II.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux pays, concernant la fermeture éventuelle de la frontière, le refoulement à la frontière des voyageurs indésirables, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'immigration d'ouvriers étrangers.

Chacun des deux Etats veillera à ce que ses ressortissants, lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans l'intention d'y prendre un emploi, soient avertis qu'une autorisation spéciale est indispensable à cet effet.

Article III.

Le présent accord ne porte aucune atteinte ni aux accords spéciaux concernant les relations économiques entre les zones frontalières, ni aux arrangements ayant trait aux facilités qui sont ou seront accordées aux fonctionnaires et employés affectés au service de la frontière.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1930 ; il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) GRANDI.

Son Exc. Monsieur Lotario von Egger Moellwald,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Autriche,
à Rome.

¹ TRANSLATION. — TRANSLATION.

No. 2425. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND ITALIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. ROME, JUNE 6, 1930.

I.

AUSTRIAN LEGATION.
ROME.
No. 1812/A.

ROME, June 6, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations that have taken place between Your Excellency and myself concerning the abolition, on a basis of reciprocity, of passport visas, I have the honour to inform you that the Federal Government, which welcomes this measure with the utmost satisfaction, has authorised me to state that, with a view to facilitating relations between the two countries as far as possible, it agrees to the following settlement of the question :

Article I.

Nationals of either country may at any time, provided they are in possession of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality, enter or leave the territory of the other country at the officially recognised frontier points, without a visa from the other State.

This privilege shall apply to holders of national passports only and not to holders of passports for aliens, identity certificates for refugees, temporary passports, etc.

National passports shall only be issued to persons whose nationality is indisputably established.

Provided that this is allowed under the law of the State of origin, children under fifteen may present, instead of a passport, a certificate issued in conformity with the provisions laid down in their country and stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. In the case of children over ten, this document (*Kinderausweis*) must bear a photograph stamped by the issuing authority.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together and consisting of Austrian nationals or Italian subjects, a collective list made out by the competent authority of the one State and *visé* by the diplomatic or consular representative of the other may take the place of a passport. This visa shall be issued free of charges (consular fees or administrative charges).

Such collective lists may not be made out for parties of workmen.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

The present Agreement shall in no way prejudice the provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning back of undesirable travellers at the frontier, the police registration of aliens, the residence and the expulsion of aliens and the protection of the home labour market against foreign labour.

Each of the two States shall arrange that its nationals are informed, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up employment, that authorisation to do so is indispensable.

Article 3.

The present Agreement shall in no way prejudice either the special Agreements relating to economic relations between the frontier zones or the Arrangements in regard to the privileges which have been or may in future be granted to officials and employees engaged in the frontier service.

Article 4.

The present Agreement shall enter into force on July 1, 1930. It shall cease to have effect one month after denunciation by either of the two States.

Requesting you to be good enough to send me a note similar to the present, with a view to placing on formal record the Agreement on the aforesaid subject,

I have the honour to be, etc.,

(Signed) L. EGGER.

His Excellency Dino Grandi,
Royal Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Rome.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

101869/15.

ROME, June 6, 1930 year VIII.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your note of to-day's date concerning the abolition, on a basis of reciprocity, of passport visas, I have the honour to inform you that the Fascist Government, which welcomes this measure with the utmost satisfaction, has decided, with a view to facilitating relations between the two countries as far as possible, to agree to the following settlement of the question :

Article 1.

Nationals of either country may at any time, provided they are in possession of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality, enter or leave the territory of the other country at the officially recognised frontier points, without a visa from the other State.

This privilege shall apply to holders of national passports only and not to holders of passports for aliens, identity certificates for refugees, temporary passports, etc.

National passports shall only be issued to persons whose nationality is indisputably established.

Provided that this is allowed under the law of the State of origin, children under fifteen may present, instead of a passport, a certificate issued in conformity with the provisions laid down in their country and stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the

child. In the case of children over ten, this document must bear a photograph stamped by the issuing authority.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together and consisting of Austrian nationals or Italian subjects, a collective list made out by the competent authority of the one State and *visé* by the diplomatic and consular representative of the other may take the place of a passport. This visa shall be issued free of charges (consular fees or administrative charges).

Such collective lists may not be made out for parties of workmen.

Article 2.

The present Agreement shall in no way prejudice the provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning back of undesirable travellers at the frontier, the police registration of aliens, the residence and the expulsion of aliens and the protection of the home labour market against foreign labour.

Each of the two States shall arrange that its nationals are informed, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up employment, that authorisation to do so is indispensable.

Article 3.

The present Agreement shall in no way prejudice either the special Agreements relating to economic relations between the frontier zones or the Arrangements in regard to the privileges which have been or may in future be granted to officials and employees engaged in the frontier service.

Article 4.

The present Agreement shall enter into force on July 1, 1930. It shall cease to have effect one month after denunciation by either of the two States.

I have the honour, etc.,

(Signed) GRANDI.

H. S. Lotario von Egger-Moellwald,
Austrian Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Rome.